



Datum: 03.09.2021

Autor: Christophe Koessler

Rubrik: Helvetas

L'organisation suisse Helvetas gère cinq camps de réfugié-es rohingyas au Bangladesh, où vivent depuis quatre ans plus de 1,2 million de membres de cette ethnie ayant fui la Birmanie. Témoignage

# Quatre ans dans les camps

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**CHRISTOPHE KOESSLER**

**Rohingyas** ► Au Bangladesh se trouve le plus grand camp de réfugié-es au monde. Sur quelques dizaines de kilomètres carrés, dans le district de Cox Bazar, 1,2 million de personnes de la minorité musulmane rohingya s'entassent depuis quatre ans déjà. En 2017, elles avaient fui les violences du gouvernement du Myanmar (Birmanie) alors dirigé par Aung San Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel de la paix en 1991. L'ONU avait qualifié les agissements de l'Etat birman de nettoyage ethnique. Quatre ans plus tard, et alors que l'armée a renversé le gouvernement au Myanmar le 1<sup>er</sup> février dernier, aucune solution ne se dessine pour les exilé-es réparti-es dans trente-quatre camps au Bangladesh. Seule l'aide humanitaire internationale et l'hospitalité du Bangladesh permettent aux réfugié-es rohingyas de survivre. Parmi les organisations engagées, l'ONG suisse Helvetas mène un important travail. De passage en Suisse ces derniers jours, Kamlesh Vyas, son chargé de programme dans la région, témoigne pour *Le Courier* de la situation dans les camps.

**Pouvez-vous décrire ces camps de réfugié-es au Bangladesh?**

**Kamlesh Vyas:** Ce sont 200 000 tentes ou cabanes faites de bambous et de bâches qui s'étendent aujourd'hui à perte de vue dans une zone antérieurement occupée par des forêts et des champs.

Ces habitations de trois mètres sur trois abritent entre trois et neuf personnes, selon la taille des familles. Quand il pleut, les réfugiés vivent dans la boue. Ce sont principalement les agences de l'ONU, le CICR et l'Organisation mondiale des migrations qui s'occupent d'eux, secondés par cent trente et une ONG. Les réfugiés ne sont autorisés ni à se déplacer ni à travailler, ils survivent uniquement grâce à l'aide internationale.

**Quelles sont les conditions de vie dans les camps ?**

La promiscuité et l'insécurité sont partout. Il faut souvent faire une heure de queue pour avoir accès à l'eau potable et aux sanitaires. Les habitations n'ont pas de fondations et sont à la merci des fortes pluies, des cyclones, des typhons et autres. Les glissements de terrain sont très courants et détruisent les cabanes. Onze personnes sont mortes au mois d'août en raison des inondations. Plus de vingt personnes se sont noyées en tout.

La nourriture est fournie en quantité suffisante par le Programme alimentaire mondiale (de l'ONU), mais la qualité nutritionnelle laisse parfois à désirer. D'où la malnutrition chez les enfants, constatée dans plusieurs camps. Il n'y a pas d'école, mais des «centres d'apprentissage» ont été mis en place.

**Que fait Helvetas pour les aider?**

Notre organisation, en coopération avec notre partenaire local Acted, gère cinq camps. Nous nous occupons principalement

de la sécurité, de la fourniture en eau et des installations sanitaires pour 20 000 personnes. Nous fournissons aussi des semences aux habitants pour qu'ils puissent cultiver leurs propres légumes. Lors des inondations, nous distribuons aussi des vêtements et des kits d'hygiène. Helvetas forme aussi les réfugiés aux moyens de se protéger contre les catastrophes naturelles et le Covid-19. Nous disposons d'une équipe de cent employés dans la région, secondés par cinq cents volontaires.

**Le Covid-19 frappe-t-il les réfugié-es des camps ?**

Très peu pour l'instant, grâce aux mesures prises, mais il faut rester très vigilant. La vaccination débute à peine – seules 11 000 personnes ont reçu l'injection – et à un rythme très lent.

**Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez?**

Nous ne pouvons pas répondre à tous les besoins, qui sont énormes. Nous cherchons de nouveaux financements. Je lance un appel ici en Suisse. Les organisations internationales n'ont pas suffisamment de ressources.

Lorsque des catastrophes surgissent, l'accès aux communautés est aussi très difficile. Enfin, nous faisons face aux lenteurs administratives de l'Etat bangladais au moment d'approuver nos programmes. Le Bangladesh est un pays très pauvre et très peuplé, qui fait face à ses propres difficultés.

Datum: 03.09.2021

Autor: Christophe Koessler

Rubrik: Helvetas

**Les organisations internationales et les ONG se mobilisent-elles pour trouver une solution durable pour les réfugié-es?**

Oui, nous intervenons auprès des autorités. Les Nations unies ont mis sur pied un comité de plaidoyer (*advocacy group*). Malheureusement, la junte militaire du Myanmar ne montre aucun signe d'ouverture. Le gouvernement ne considère même pas les Rohingyas comme des citoyens birmans et n'envisage donc pas leur retour. Quant au Bangladesh, il n'a pas les moyens d'accueillir durablement plus d'un million de personnes sur son territoire. Nous sommes dans l'impasse.

**Que recommandez-vous?**

Les Etats, dont des grands pays comme l'Inde, la Chine et les

Etats-Unis, doivent se mettre autour d'une table et discuter des différentes options possibles pour l'avenir de ces réfugiés. Des négociations doivent être organisées entre le Bangladesh et le Myanmar. Toutes les options doivent être envisagées: le retour volontaire et sécurisé d'une partie de ces réfugié-es au Myanmar, et l'accueil d'une autre partie dans d'autres pays. L'arrivée du Covid-19 a ralenti ce processus, la plupart des Etats se concentrant sur leurs propres urgences pour le moment.

**L'aide humanitaire n'a-t-elle pas l'effet pervers de faciliter indirectement le nettoyage ethnique des Rohingyas par le gouvernement birman?**

Cette question nous met au défi, effectivement. Dans toute crise de ce type, les organisations

humanitaires portent assistance aux victimes. Quand les Rohingyas sont arrivés au Bangladesh, la communauté internationale n'avait d'autre choix que de les aider. On a pensé alors que ce conflit trouverait rapidement une solution. Personne n'avait imaginé que cette situation allait durer aussi longtemps. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a aucune solution en vue et ces réfugié-es ont toujours besoin d'aide; les organisations internationales ne peuvent les abandonner. Elles aident aussi les Rohingyas qui se trouvent au Myanmar. I

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.



Femme et enfant rohingyas survivant dans un camp grâce à l'aide humanitaire. HELVETAS



Datum: 03.09.2021

Autor: Christophe Koessler

Rubrik: Helvetas

## Un nettoyage ethnique impuni

Minorité musulmane, l'ethnie Rohingyas est discriminée de longue date au Myanmar (Birmanie), à majorité bouddhiste. En 1982, la junte militaire au pouvoir formalise cette exclusion en décidant de ne pas inclure ce peuple parmi les cent trente-cinq ethnies officiellement reconnues par l'Etat dans une nouvelle loi. Depuis, ses membres sont donc privés de nationalité birmane et deviennent de facto apatrides.

Les Rohingyas, qui vivent dans l'Etat de l'Arakan, dans l'ouest du pays, ne sont pourtant pas pour la plupart nouvellement arrivés: une partie s'est installée entre le XV<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle – incitée ou forcée par les souverains locaux qui avaient besoin de main d'œuvre agricole. Une autre partie s'est, elle, établie durant l'empire britannique. Enfin, une minorité, s'est installée plus récemment, migrant du Bangladesh.

C'est dans le contexte de discriminations et de persécutions par l'Etat birman

que sont nés des groupes rebelles armés ces dernières années. En 2016, à la suite d'attaques du groupe militant de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) contre des postes de police, une répression de grande ampleur est déclenchée par le gouvernement, incluant l'incendie de villages entiers, qui conduit à partir de 2017 à l'exode d'une grande partie des Rohingyas vers le Bangladesh voisin.

Ce nettoyage ethnique, condamné par les Nations unies, n'a entraîné que de modestes sanctions de la part de l'Union européenne, du Canada et des Etats-Unis. Ces pays se sont contentés de réduire les programmes d'engagement diplomatique ou militaire et ont imposé des restrictions de déplacement aux officiers militaires, actuels et anciens, impliqués dans des abus. En 2019, Washington a décrété des mesures de ce type: «Ces sanctions sont légères, puisqu'elles ne

sont qu'une interdiction pour ces hauts gradés et leurs familles de pénétrer sur le territoire américain. Elles sont peu de chose pour un pays pour lequel on parle de 'crimes contre l'humanité', commentait dans le journal français *La Croix*, Alice Baillat, chercheuse à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).

Les Occidentaux craindraient de pousser encore plus les autorités birmanes dans les bras de la Chine, devenue un allié de poids pour le Myanmar. Les Rohingyas font les frais de la géopolitique mondiale et régionale, d'autant que des grands travaux d'infrastructures sont prévus dans la région, et que les communautés traditionnelles les peuplant sont perçues comme un obstacle, analysait l'historien Samuel Berthey dans *Le Monde diplomatique* (novembre 2018). La Chine, l'Inde et le Japon se disputent le contrôle de l'accès au golfe du Bengale. **CKR**